

Antoine Basbous

« Les Libanais ont été sacrifiés »

Emprise. Le politologue franco-libanais dénonce la stratégie du mouvement islamiste chiite, qui ne cherche qu'à servir les intérêts de l'Iran.

En représailles des attaques orchestrées par le Hezbollah, allié de l'Iran, en Israël, l'État hébreu a lancé une opération terrestre dans le sud du Liban, annonçant son intention d'y créer une « zone tampon ». Le politologue franco-libanais Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes et associé chez Forward Global, décrypte les enjeux du conflit.

Le Point: Qui est responsable de l'escalade militaire au Liban ?

Antoine Basbous: C'est l'Iran qui a décidé d'ouvrir un front de substitution et de diversion au Liban et le Hezbollah s'est exécuté. Celui qui donne l'ordre : les Iraniens, après avoir financé le Hezbollah, exporté leur doctrine et embrigadé la communauté chiite, ont agi pour soulager le front iranien.

Que vous inspire la une du quotidien libanais « L'Orient-le-jour », parlant d'un « suicide du Liban » de la part du Hezbollah ?

C'est là l'exacte vérité : le Hezbollah ne se soucie pas de l'avenir et du bien-être du Liban. Plus de 800 000 chiites ont tout abandonné et errent dans le pays. Leur maison est détruite, ils n'ont plus d'avenir, et tout cela sans que les dirigeants religieux et politiques chiites ne se demandent pour quel bénéfice la communauté a été suicidée et le Liban, sacrifié. Leur responsabilité est immense.

Ce nouveau conflit peut-il diminuer l'influence du Hezbollah au Liban, comme après octobre 2024 ?

Non, leur influence n'a pas totalement diminué puisque le parti continuait à avoir ses membres contestataires au sein du gouvernement libanais. Leur chef, Naïm Qassem, continuait à défier l'exécutif et ses décisions. Le parti islamiste chiite maintenait son emprise sur l'État profond et sur tous les généraux – et il y a parmi ces derniers des affairistes très haut placés qui sont associés avec la mafia du Hezbollah.

Le gouvernement libanais n'a-t-il pas œuvré, depuis le cessez-le-feu de novembre 2024, à le désarmer ?

Avec beaucoup de peine, et des engagements contradictoires. Quand le commandant en chef de l'armée refuse d'appliquer les décisions du gouvernement de dissoudre la branche militaire et sécuritaire du Hezbollah, il est soutenu par le président du Parlement, Nabih Berri, et finit par recevoir le soutien du chef de l'État alors qu'il vient de défier les décisions de l'exécutif. Cela s'explique par la réalité de l'État profond libanais. Tous ces responsables sont redevables au Hezbollah dans leur parcours et leur ascension.

Quelles peuvent être les conséquences de cette guerre sur la scène politique intérieure libanaise ?

Ce pays est atteint d'un « sida politique » et ne possède presque plus d'immunité. Il en aura encore moins après le conflit. Qui peut vraiment être l'avocat d'un Liban qui promet beaucoup, mais qui est désarmé face au Hezbollah et aux pasdarans iraniens ? Avant, le pays du Cèdre pouvait compter sur la France, les États-Unis et les pays arabes pour le soutenir.

Mais ces derniers sont désormais plus préoccupés par leur propre sécurité dans le Golfe, et ils ne vont pas reconstruire tout ce qui a été détruit au Liban.

Quel est l'objectif d'Israël au Liban ?

Se débarrasser de toute présence humaine hostile, y compris chrétienne, sur plus de 20 kilomètres jusqu'au fleuve Litani. Ainsi, la guerre va entraîner l'établissement, dans le sud du Liban, d'une zone de sécurité où il n'y aura plus âme qui vive. Tous les villageois chiites vont perdre leur maison, leur terre et leur agriculture, leur passé et leur avenir. On en a déjà une illustration à la frontière, où Israël a tout détruit, empêchant les habitants qui en avaient les moyens de reconstruire leurs maisons. Il s'agit, pour Israël, de signifier au Hezbollah et à la communauté chiite que ceux qui s'opposent à lui seront éradiqués.



Antoine Basbous,
auteur de *Le tsunami arabe*
(Fayard, 2011).

Le président Joseph Aoun se dit prêt à négocier directement avec Israël pour un cessez-le-feu.

Oui, mais sous la contrainte de la guerre. Voilà pourquoi l'État hébreu répond que cette proposition arrive trop tard et qu'il veut d'abord achever son opération militaire avant de discuter. Par conséquent, si le Liban négocie, ce sera en position d'extrême faiblesse et au détriment du pays.

Va-t-on vers une redistribution du pouvoir confessionnel au Liban ?

Je pense qu'il n'y a pas de problème de redistribution des pouvoirs au Liban, car le premier personnage de l'État est le président Joseph Aoun, un chrétien dont le pouvoir est très édulcoré. En réalité, l'homme le plus puissant est le président du Parlement, Nabih Berri, un chiite. Vient ensuite le chef du gouvernement, un sunnite, Nawaf Salam, qui est un honnête homme. Personne ne cherche à redistribuer les cartes du pouvoir parce que ce n'est pas à l'ordre du jour. À mon sens, la véritable compétition au Liban ne se joue pas entre chrétiens et musulmans, mais entre musulmans sunnites et chiites. Et pour arbitrer cette rivalité, il est nécessaire d'avoir un arbitre chrétien, qui exerce un pouvoir plus symbolique que concret dans le pays ● PROPOS RECUEILLIS PAR ARMIN AREFI